

CE QUE LA PANDÉMIE A RÉVÉLÉ



Reportons-nous au cœur de la crise. On constate que la réforme de l'ex-ministre de la Santé, Gaétan Barrette, est en grande partie responsable des nombreuses difficultés de communication entre les employés sur le terrain et les politiciens de première ligne. La structure du réseau, tout particulièrement dans la région de Montréal, est si complexe que les décisions prises quotidiennement par la cellule de crise ne se rendent pas nécessairement jusqu'au terrain, et vice-versa. La ministre de la Santé, Danielle McCann, ne reçoit pas toujours les bonnes informations. Une tragédie se joue dans plusieurs CHSLD.

Le gouvernement ne peut ignorer qu'au cours des 10 dernières années, de nombreux intervenants, organismes, coroneurs et proches aidants ont dénoncé la piètre qualité des soins qui y sont donnés, allant jusqu'à parler d'âgisme systémique (à lire : l'article d'Ariane Lacoursière dans *La Presse* du 23 juin 2020, « Des ergothérapeutes dénoncent "l'âgisme systémique" au Québec »)*. En 2011, notre association faisait déjà état de nombreuses lacunes décelées dans ces centres, entre autres au CHSLD Herron.

Nous avons appris que le personnel soignant, tant dans les CHSLD que dans les résidences pour aînés, n'était pas rémunéré à la hauteur de sa tâche, et qu'il comptait en son sein de nombreuses immigrantes sans statut officiel et souvent dépechées par des agences. Toutes ces personnes que nous avons applaudies pour leur dire merci méritent beaucoup mieux, à commencer par un salaire décent, un emploi permanent, de la formation et un encadrement respectueux.

En mars, le gouvernement décrétait le confinement. Certes, cette décision a permis de ralentir la propagation du virus, mais elle a entraîné des effets pervers dans toutes les strates de la population, et particulièrement chez les personnes dites vulnérables dont les aînés font partie. Les responsables des résidences intermédiaires (RI) et des résidences pour personnes autonomes (RPA) ont décrété un enfermement total de leurs résidents, alors que les aînés vivant à domicile pouvaient encore sortir de chez eux pour prendre l'air. Les proches aidants et les familles se sont vu interdire les visites à leurs proches, dont bon nombre sont décédés dans la solitude la plus totale. L'accent mis sur la sécurité des aînés a parfois entraîné des réactions que l'on peut aussi qualifier d'âgisme.

QUE NOUS RÉSERVE L'AVENIR ?

Nous avons rencontré M^{me} Marguerite Blais, ministre responsable des Aînés et des Proches aidants, peu après sa nomination par le nouveau gouvernement caquiste. Comme association, nous sommes préoccupés par l'avenir des aînés au Québec et, pleins d'espoir, nous lui avons proposé la tenue d'états généraux. Ce projet ne l'emballant pas du tout, nous l'avons transformé en plan d'action concerté sur le vieillissement en avril 2019. Notre plus grand souhait se résume à nous

assurer que l'ensemble de la population puisse vivre le dernier quart de sa vie dignement. Tout a basculé avec l'arrivée de la COVID-19, et nous nous rendons compte qu'un nombre important d'aînés n'ont pas vécu dignement leurs derniers jours. Aurions-nous pu faire mieux ? L'AQRP n'étant pas seule à tendre la main au gouvernement, elle s'est jointe à quatre autres grandes associations afin de s'adresser d'une seule voix à ce dernier. Nommée Coalition pour la dignité des aînés (CDA), celle-ci se donne comme mission d'être un interlocuteur privilégié auprès du gouvernement du Québec.

Le premier ministre Legault et la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants ont pris l'engagement de revoir toute l'offre de soins d'hébergement, principalement dans les CHSLD publics et privés. Ça a été l'occasion pour notre Coalition, qui représente près de 120 000 personnes aînées, de leur communiquer son intention de faire partie de la solution et d'être associée à cet exercice pendant toute sa durée. Or force est de constater qu'à ce jour (15 juillet), nous sommes toujours en attente d'une réaction positive de la part des représentants du gouvernement auxquels nous nous sommes adressés.

Le Regroupement provincial des comités des usagers (RPCU), préoccupé notamment par des enjeux importants comme la pénurie de personnel soignant, la rareté des tests de dépistage, l'accès aux médicaments et les droits des usagers, a créé le Collectif Action COVID-19 et nous invite à y participer, en compagnie de nombreux intervenants, chercheurs, membres du personnel soignant et associations d'aînés. C'est avec conviction que nous avons accepté cette invitation. Nous pourrions ainsi, sur une autre plateforme, défendre les droits de nos membres et des aînés et trouver collectivement des pistes de solutions réalistes en vue d'influencer le gouvernement dans ses travaux de réforme.

Au moment où j'écris ces mots, le déconfinement se poursuit, mais des foyers d'éclosion apparaissent un peu partout, principalement à Montréal et en Montérégie. Le gouvernement a décrété le port du masque obligatoire dans tous les lieux fermés et dans les transports en commun. Vous, membres de notre association, avez été exemplaires jusqu'ici aussi. Nous vous encourageons à continuer de suivre les consignes du gouvernement.

Souhaitons-nous un automne plus tranquille !

ROSE-MARY THONNEY

*www.lapresse.ca/actualites/2020-06-23/des-ergotherapeutes-de-noncent-l-âgisme-systemique-au-quebec